

La CSI met en garde le FMI : Il ne faut pas laisser la troïka dicter des politiques d'austérité néfastes

Geplaatst op donderdag 18 oktober 2012 | 

 SHARE

15 octobre 2012 : Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré aujourd'hui : « Les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale ont confirmé ce que la CSI et les syndicats du monde entier martèlent depuis plus de deux ans : L'idée qu'on puisse créer « de la croissance à partir de l'austérité » est une chimère qui a détruit les moyens d'existence de millions de personnes.

Le FMI devrait tenir compte des conclusions qu'il a, lui-même, rendues publiques la semaine dernière pour soutenir une stratégie de croissance fondée sur la création d'emploi et le revenu et ne pas laisser une poignée de pays ni ses partenaires au sein de la « troïka » européenne dicter la poursuite des politiques d'austérité. » En prélude à l'ouverture des assemblées de Tokyo, du 12 au 14 octobre, l'économiste en chef du FMI a révélé que le Fonds avait sérieusement sous-estimé l'impact des mesures de restriction budgétaire sur les économies nationales, une défaillance attribuée à une erreur de « multiplicateur » dans les modèles économiques employés. Le Comité monétaire et financier international du FMI (CMFI) a, cependant, insisté, dans son communiqué final, que seules les économies de marché émergentes devraient « utiliser la flexibilité politique en soutien à la croissance » et non pas les pays industrialisés. Or, selon les dernières prévisions, dix économies européennes devraient être en récession en 2012.

« On comprend difficilement comment le CMFI peut appeler l'Europe à poursuivre l'ajustement structurel et l'austérité fiscale alors qu'elle est en récession et que, dans le même temps, seuls les pays qui connaissent déjà une croissance sont encouragés à soutenir des politiques pro-croissance. Cette approche totalement incohérente émane manifestement de certains gouvernements de pays industrialisés qui n'ont clairement pas su tirer les leçons qui s'imposaient des révisions des rapports du FMI », a indiqué Sharan Burrow.

Sharan Burrow a également salué les pays en développement et émergents du G24 qui ont assisté aux assemblées des institutions financières internationales pour avoir tiré les conclusions appropriées du Rapport sur le développement dans le monde 2013 de la Banque mondiale sur le thème de l'emploi. Le G24 a déclaré, dans un communiqué publié à l'issue des assemblées de Tokyo : « Nous notons les conclusions du récent Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale, selon lequel le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté, de responsabiliser les gens et de promouvoir la cohésion sociale est de privilégier l'emploi. »

Et Sharan Burrow de souligner : « La Banque mondiale et le FMI devraient réexaminer l'ensemble de leurs politiques depuis « la perspective de l'emploi », tel que le propose le RDM. Nous concordons aussi avec le G24 sur le fait qu'il est inacceptable que les gouvernements aient manqué la date butoir pour la réforme du quota de 2010 en manquant de ratifier en nombre suffisant le transfert modique de votes en faveur des pays émergents au FMI. Le G24 a aussi mis en avant plusieurs propositions importantes, que nous partageons, concernant la nécessité pour le FMI de faire davantage pour combattre la volatilité des prix des denrées, notamment à la lumière de l'envolée récente des prix des denrées alimentaires, qui plongera des millions de personnes dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement. »